



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 144 – 3^{ème} trimestre 2010

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>La conjoncture internationale et nationale du 3^{ème} trimestre 2010</i>	4
<i>La conjoncture régionale Océan Indien</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	9
<i>Note méthodologique</i>	9
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	10
<i>Vue d'ensemble</i>	10
<i>Agriculture et aquaculture</i>	11
<i>Industrie agroalimentaire</i>	12
<i>Autres Industries</i>	13
<i>Bâtiment et Travaux Publics</i>	15
<i>Commerce</i>	17
<i>Services marchands</i>	18
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	19
<i>Les entreprises</i>	20
<i>Investissement</i>	20
<i>Financement</i>	20
<i>Vulnérabilité financière</i>	21
<i>Les ménages</i>	22
<i>Consommation</i>	22
<i>Investissement immobilier</i>	23
<i>Vulnérabilité financière</i>	23
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	24
<i>Marché de l'emploi</i>	24
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	24
<i>Commerce extérieur</i>	25
<i>Transports</i>	26
Liste des publications	27

1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 3^{ème} trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale encore hésitante

Au troisième trimestre 2010, la poursuite du mouvement de reprise a été globalement timide et les écarts ont continué à se creuser entre pays émergents et pays avancés. La stabilité financière a été menacée par **la crise des dettes souveraines. La consommation et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance, doivent maintenant prendre le relais des politiques de relance budgétaire.**

Au cours du troisième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,0% en rythme annualisé¹ après +2,4%² au deuxième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une décélération de la demande intérieure et par une atténuation du déficit commercial imputable à une moindre hausse des importations. Pour la première fois depuis avril dernier, le taux de chômage a très légèrement augmenté pour atteindre **9,6% de la population active en octobre. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,1% en septembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.**

Au Japon, le PIB a augmenté de 0,9% durant le troisième trimestre, après +0,1% au deuxième trimestre. La croissance a été tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement privé résidentiel, alors que la demande publique a marqué le pas et que les exportations ont augmenté moins vite que les importations.

Dans les pays émergents, l'activité économique est restée soutenue, même si la croissance s'est quelque peu essouffée. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations légèrement plus faibles qu'au deuxième trimestre. Les effets des plans de relance se font sentir notamment en Amérique latine, où le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,7 % et 9,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2010³.

La croissance du PIB de la zone euro a ralenti (+0,4% au troisième trimestre contre +1% au second trimestre 2010), **malgré la croissance de l'Allemagne (+ 0,7% sur le trimestre).** La hausse des prix à la consommation dans la zone euro s'est établie à **1,8% en septembre 2010, du fait essentiellement de la composante énergie.** Le taux de chômage dans la zone a atteint 10,1% en septembre 2010. La BCE a **maintenu inchangé son taux d'intérêt** des opérations principales de refinancement, à 1%.

En France également, la croissance a ralenti : le PIB a progressé de 0,4 %, après +0,6 % au trimestre précédent. La demande des ménages a joué un rôle moteur : leur consommation et leur investissement ont progressé respectivement de 0,6% et 1% sur le trimestre (contre 0,3% et 0,2% au deuxième trimestre). **L'investissement des entreprises a décéléré (+0,5% contre +1,2% au trimestre précédent). Le solde commercial a continué de se détériorer, contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % sur un an en octobre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par la hausse saisonnière des prix des services. L'emploi salarié dans les services marchands a poursuivi sa hausse (+0,3% après +0,2%) mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2% sur le trimestre.**

2. La conjoncture régionale de l'Océan Indien

Redressement de l'activité économique des pays de la zone

L'économie mauricienne se redresse au deuxième trimestre 2010 avec une croissance du PIB de 0,3 % (CVS), après -3,7 % au premier trimestre. Sur un an, le PIB progresse de 3,8 %, soutenu par la reprise de **l'investissement privé. Les investissements en « bâtiments et travaux de construction » augmentent de 7 %.** Le commerce extérieur contribue lui aussi positivement à la croissance du PIB, les exportations ayant augmenté nettement plus rapidement que les importations (+22,8 % en valeur contre +9,1 % respectivement).

¹ Soit +0,5% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

³ Soit respectivement 2,1 % et 2,2 % en rythme trimestriel.

L'économie de l'**Afrique du Sud**, bien orientée jusqu'au deuxième trimestre 2010 (le PIB a augmenté de 3,2 %, en données CVS), pourrait souffrir d'une activité économique plus fragile au troisième trimestre : baisse de 1,5 % des volumes de production dans l'industrie (CVS) par rapport au deuxième trimestre, en particulier dans le secteur de l'industrie automobile (-11,8 %).

A **Madagascar**, l'activité économique s'améliore. L'encours de crédits à l'économie croît de 4,7 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 10,8 % en glissement annuel. Le rythme des créations d'entreprises est soutenu (+5,9 % au deuxième trimestre) et le tourisme progresse fortement (+33 % en glissement annuel, après une année 2009 difficile pour le secteur).

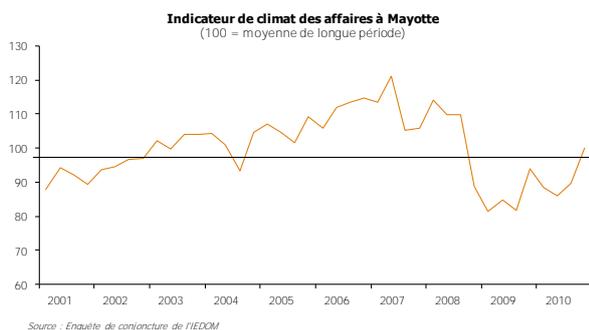
L'activité touristique aux **Seychelles** est elle aussi bien orientée au troisième trimestre 2010, avec une progression de 4,2 % du nombre de touristes par rapport au trimestre précédent (+5,9 % en glissement annuel).

Aux **Comores** enfin, l'activité économique reste dynamique, avec une croissance de 15 % des encours de crédits en faveur du secteur privé au cours du premier semestre (+32,9 % en glissement annuel). Le Commissariat général au plan estime le rythme de croissance du PIB pour l'année 2010 à 2,5 %, porté par une consommation privée dynamique.

3. La conjoncture à Mayotte

L'activité économique : un trimestre mouvementé mais des perspectives optimistes

L'indicateur du climat des affaires (ICA) ressort en nette augmentation au troisième trimestre 2010 (+10,3 points), revenant ainsi à sa moyenne de longue période. La composante future, en particulier les soldes relatifs aux effectifs prévus et à l'investissement, explique plus de 80 % de cette forte hausse.



Les perspectives sont plus favorables en dépit d'un 3ème trimestre marqué par de multiples mouvements sociaux ayant paralysé durant plusieurs semaines l'activité économique de l'île. Cela a été d'autant plus préjudiciable que les mois de juillet à septembre correspondent à la saison de haute fréquentation touristique et à une période importante de consommation (grands mariages, festivités du ramadan, préparation de la rentrée scolaire, arrivée des nouveaux fonctionnaires).

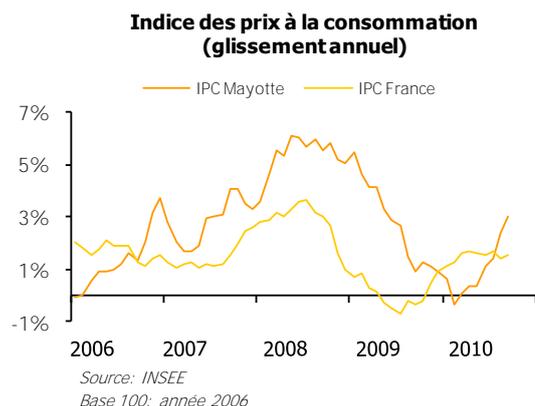
La consommation des ménages est restée limitée, l'investissement des entreprises réduit voire interrompu. Dans l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprises ont largement fait ressortir des baisses de chiffre d'affaires et un ajustement à la marge des embauches.

Les perspectives pour le quatrième trimestre sont meilleures, comme l'indique la tendance haussière de l'ICA. Les retards de paiement se réduisent et les investissements, comme les recrutements, devraient reprendre. Pour autant, le climat économique et social reste instable et influencé par les incertitudes liées au déroulement du processus de départementalisation et aux élections cantonales à venir en mars 2011.

La hausse des prix s'accélère de nouveau

Pour le deuxième trimestre consécutif, l'indice des prix à la consommation progresse : il augmente de 1,4 % entre juillet et septembre (après +1,5 % au 2^{ème} trimestre). La hausse la plus significative concerne les prix des produits alimentaires et boissons (+4,2 %).

En glissement annuel, l'inflation est désormais plus marquée à Mayotte qu'en métropole (+3,0 % contre +1,6 % au 30 septembre, et +1,1 % contre +1,5 % au 30 juin). Sur un an, les prix du tabac et de l'énergie sont en nette progression (+10,9 % et +9,1 %) comme ceux



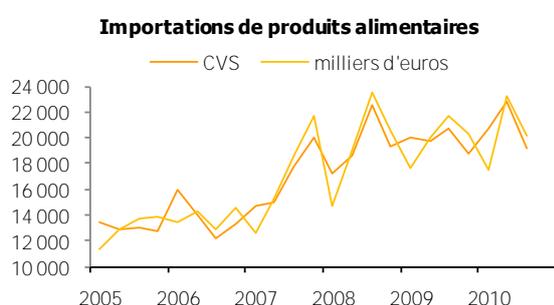
des produits alimentaires et boissons (+5,8 %, en raison de l'envolée des prix des produits frais +25,5 %). La hausse sensible des prix des transports (+7,7 % en septembre 2010, en glissement annuel) est due en partie à l'augmentation des tarifs du transport aérien sur cette période.

Légère amélioration sur le marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-6,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre, lui-même en repli de 8 %). Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi sont restées relativement stables : elles reculent d'environ 1 % entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre, alors qu'elles avaient bondi de 33 % entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre.

La consommation des ménages est ralentie

En dépit de l'évolution favorable de quelques indicateurs, la consommation des ménages se détériore au 3^{ème} trimestre. Les importations de produits alimentaires, qui constituent le premier poste de consommation des ménages à Mayotte, sont en forte baisse (-16 % environ) par rapport au précédent trimestre.



Source: Direction Régionale des Douanes

En revanche, les importations d'articles d'habillement et de biens d'équipement ménager continuent de progresser, mais à un rythme moins soutenu : respectivement +9,8 % et +4,1 % en données CVS entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre.

Interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprises du secteur du commerce ont confirmé cette tendance, déplorant une activité ralentie, perturbée par les mouvements sociaux ayant eu lieu ces derniers mois. Par ailleurs, la grève des salariés de l'unique groupe pétrolier de l'île a paralysé l'économie pendant plus de dix jours, entraînant pour

les consommateurs de grandes difficultés de déplacement jusqu'aux points de vente.

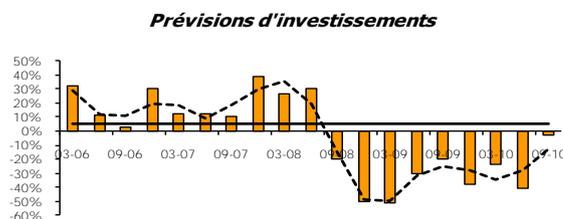
Les achats de véhicules de tourisme neufs continuent de reculer (-2 %) au 3^{ème} trimestre, accentuant la baisse initiée au 2^{ème} trimestre (-1,4 %).

Dans un climat social toujours tendu, les entreprises de commerce n'envisagent pas de reprise au prochain trimestre.

Les investissements des entreprises sont toujours mal orientés

Les indicateurs relatifs à l'investissement continuent d'être mal orientés. Les importations de biens d'équipement professionnel, corrigées des variations saisonnières, chutent de près de 30 % au 3^{ème} trimestre. Les ventes de véhicules utilitaires se situent quant à elles à un niveau historiquement bas : elles reculent encore de 9 % au 3^{ème} trimestre, après une chute de 25 % au 2^{ème} trimestre.

Les résultats de l'enquête de conjoncture confirment cette tendance défavorable. Contraints de réduire ou d'interrompre les embauches, les chefs d'entreprises retardent pour la plupart leurs investissements. Ils espèrent cependant une dégradation moins forte au dernier trimestre de l'année 2010.



Source: enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une hausse ponctuelle des importations

Rompant avec les évolutions à la baisse des trois précédents trimestres, les importations ont franchi à nouveau la barre des 100 millions d'euros au 3^{ème} trimestre, soit une croissance de 25 % (CVS). Toutefois, cette forte progression est à relativiser. Elle est en effet due à une opération exceptionnelle d'importation de matériel de pêche d'une valeur de 26 millions d'euros. L'exclusion de cette opération fait ressortir en réalité une baisse des importations de 5 % au 3^{ème} trimestre (CVS).

Les exportations sont toujours très faibles et ont reculé de 17 % (CVS) entre juillet et septembre 2010.

L'activité s'améliore dans plusieurs secteurs mais se dégrade dans l'industrie et le secteur tertiaire

Les résultats du **secteur agricole** sont mitigés. Les ventes de poissons d'élevage à l'exportation progressent pour le troisième trimestre consécutif, mais leur niveau demeure très inférieur à celui des années précédentes.

Le courant d'affaire du **secteur industriel** continue de se dégrader au 3^{ème} trimestre. Néanmoins, les chefs d'entreprises du secteur sont optimistes et prévoient une nette amélioration de leur volume d'affaire pour la fin de l'année 2010.

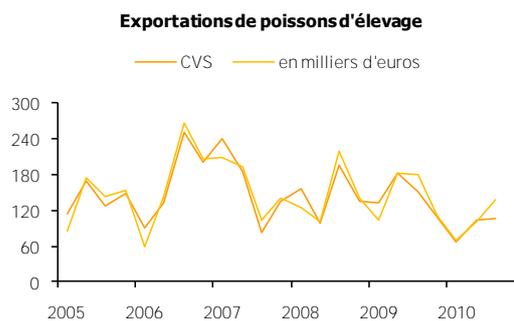
La reprise de l'activité de l'**industrie agro-alimentaire** constatée au 2^{ème} trimestre s'est accentuée au 3^{ème} trimestre. Les chefs d'entreprises de ce secteur jugent favorablement leur activité et la poursuite de la reprise pourrait s'accompagner d'une amélioration de la trésorerie et des délais de paiement.

La dégradation de l'activité qu'ont connue les entreprises du secteur du **bâtiment et travaux publics** depuis la fin de l'année 2008 semble s'être interrompue ce trimestre. L'activité a fortement progressé selon les chefs d'entreprise du secteur, mais cette amélioration ne devrait pas se poursuivre, en raison notamment de la situation financière difficile des collectivités locales, principaux investisseurs de l'île. Des projets se profilent pourtant : la construction de nouveaux logements sociaux, la réfection de l'aérogare, les travaux de rénovation des routes et de certains ponts. Pourtant, ces chantiers sont encore trop peu nombreux et les petites entreprises peinent à obtenir les marchés.

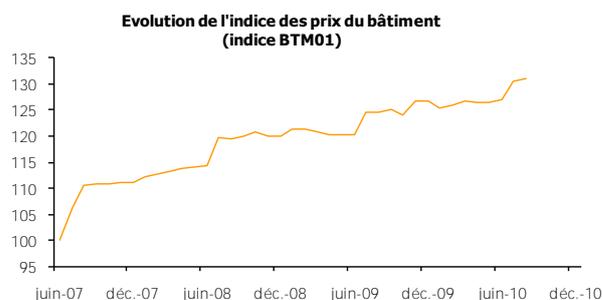
L'indice des prix du bâtiment, qui reflète l'évolution du coût de la construction locale⁴, a progressé de plus de 30 % en trois ans et de près de 5 % entre août 2009 et août 2010.

Après deux trimestres favorables, l'activité des **services marchands** s'est dégradée et les entreprises du secteur sont pessimistes sur l'activité à venir.

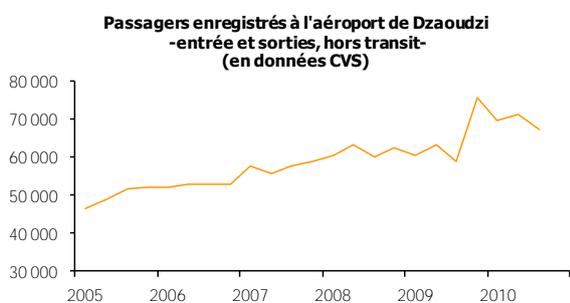
L'activité du secteur du **commerce**, déjà en repli les trimestres précédents, continue de se dégrader au 3^{ème} trimestre. Les chefs d'entreprises n'entrevoient pas d'amélioration de leur activité d'ici la fin de l'année.



Source: Direction régionales des Douanes



Source: FMBTP/Direction de l'Équipement
Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43%), des prix de différentes matières, du ciment (6%), du transport (3%), de l'énergie (3%) et de frais divers (15%)



Source: Direction de l'Aviation Civile de Mayotte

Le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi a diminué de 6 % sur le 3^{ème} trimestre après une hausse de 3 % relevée au précédent trimestre. Les professionnels du **tourisme** ont pâti des conflits sociaux en haute saison. Faute de carburant disponible - dû à la grève des salariés de l'unique distributeur d'hydrocarbures de l'île - les activités nautiques et aériennes, les locations de véhicules ainsi que les déplacements des vacanciers vers les sites touristiques ont été sensiblement réduits.

4 Coût de la main d'œuvre, des matières premières, de l'énergie, du transport...

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
 - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
 - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
 - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives disponibles ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

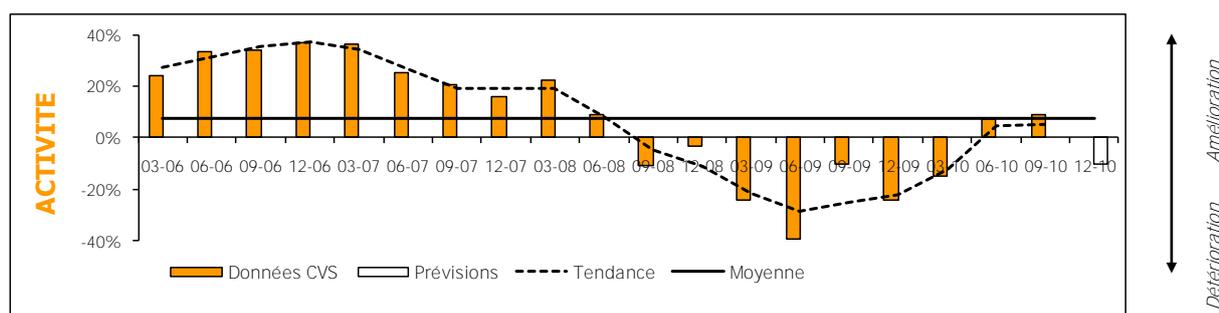
Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

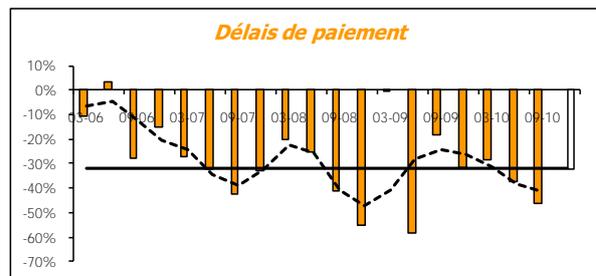
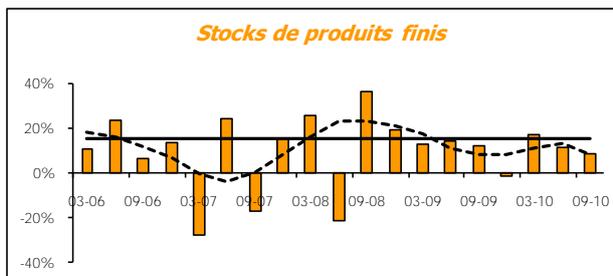
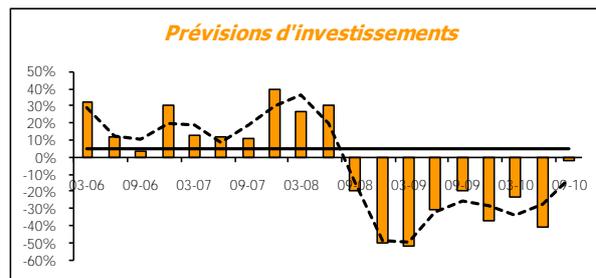
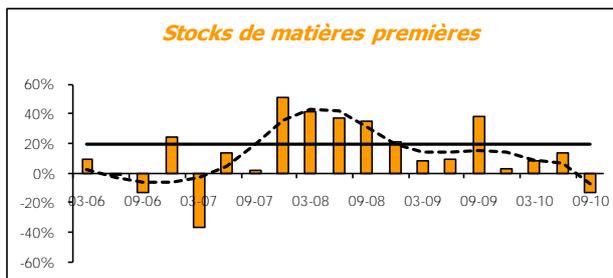
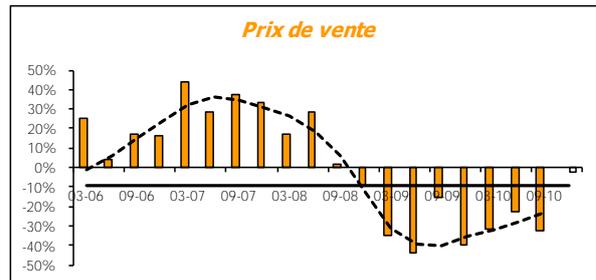
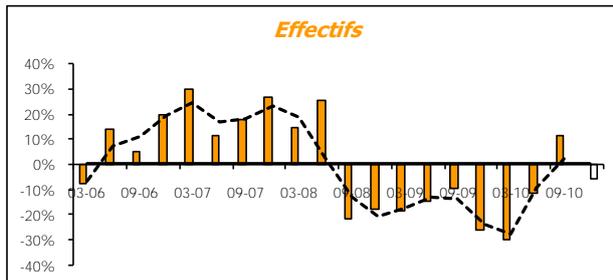
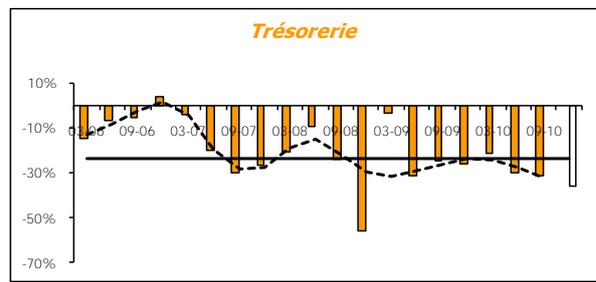
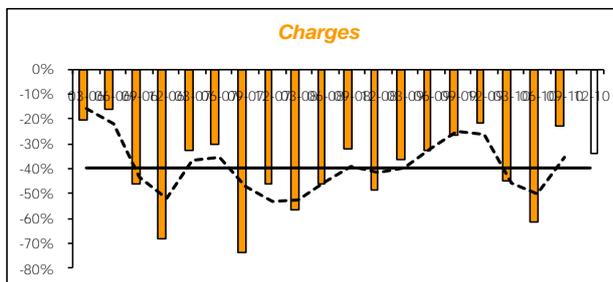
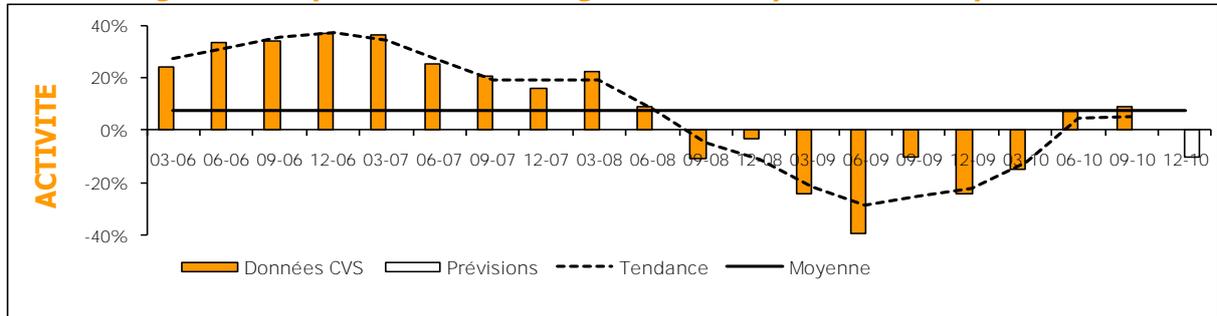
Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

Exemple :

2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

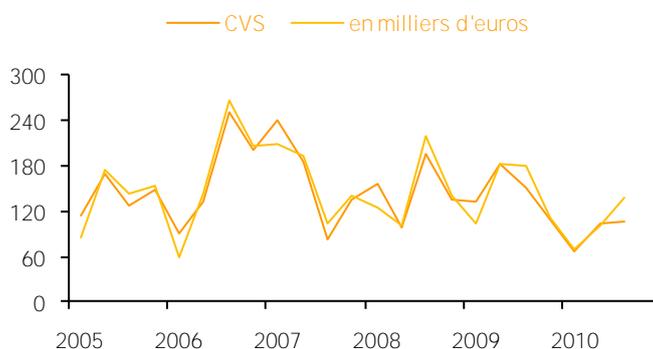
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010⁵



⁵ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 61 entreprises, employant au total 3 534 salariés. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions (Corrigés de Variations Saisonnières) relatifs au trimestre écoulé (3^{ème} trimestre 2010) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

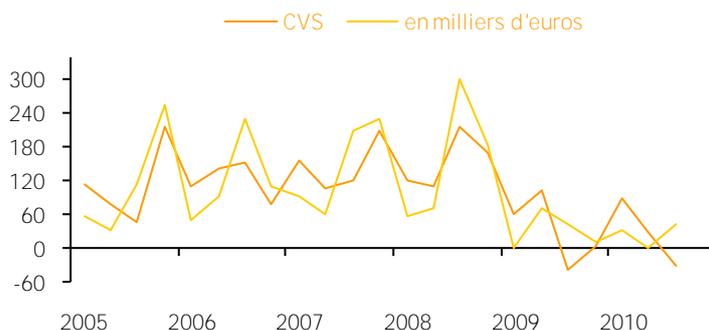
AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de poissons d'élevage



Source: Direction régionale des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang



Source : Direction régionale des Douanes

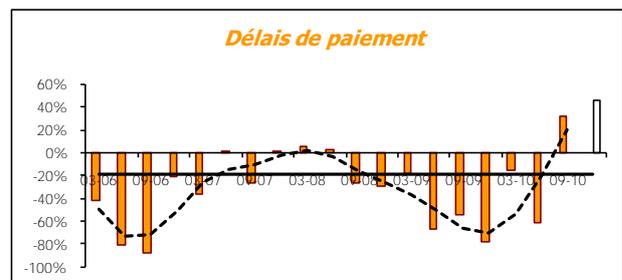
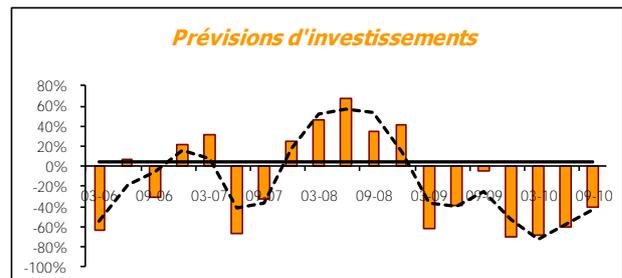
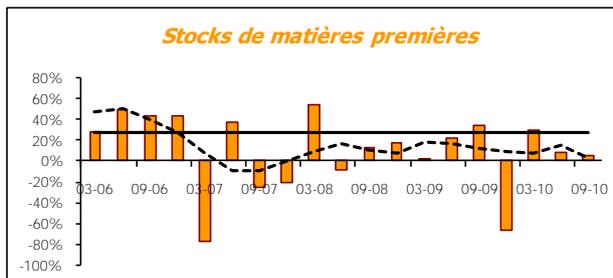
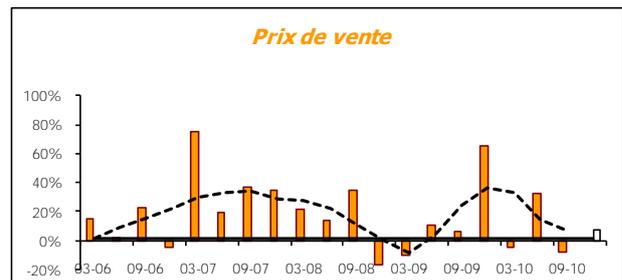
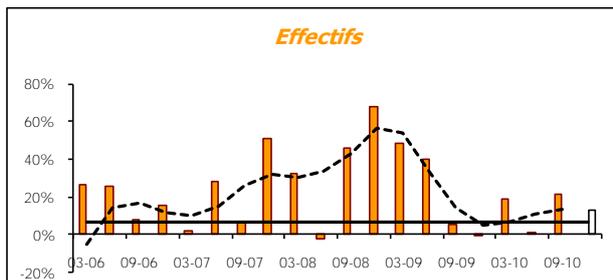
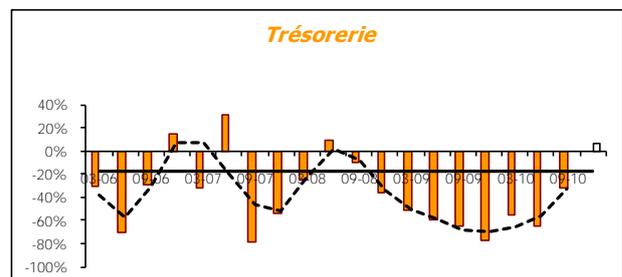
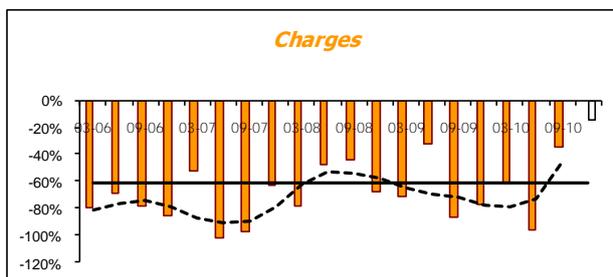
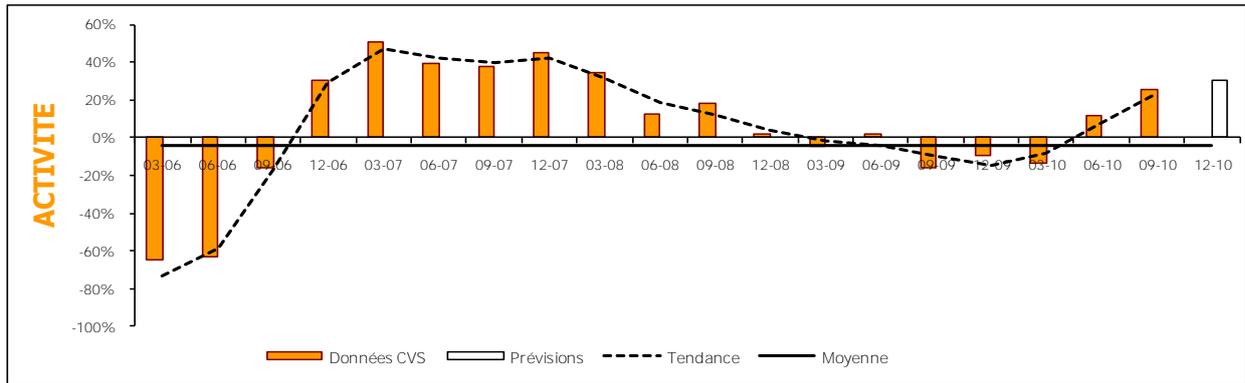
Exportations agricoles

	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09	Σ10/Σ09
Essence d'ylang-ylang												
Quantité (tonnes)	2,0	3,4	2,9	3,2	0,6	0,2	0,5	0,0	0,7	n.d	13%	-41%
Valeur (milliers d'euros)	112,9	230,1	207,3	298,7	43,5	12,8	31,2	0,0	44,7	n.d	3%	n.d
CVS	47,2	151,8	122,2	214,8	-36,4	3,0	89,0	29,8	-32,4	9%	-11%	n.d
Produits aquacoles												
Quantité (tonnes)	32,5	46,4	17,9	35,1	27,6	17,2	11,0	15,0	19,6	31%	-29%	-36%
Valeur (milliers d'euros)	144,1	268,0	103,7	219,2	179,0	111,5	70,6	100,9	136,6	35%	-24%	-34%
CVS	126,5	251,0	82,9	195,4	151,3	109,0	66,7	103,1	107,2	4%	-29%	n.d

Source : Direction régionale des Douanes

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

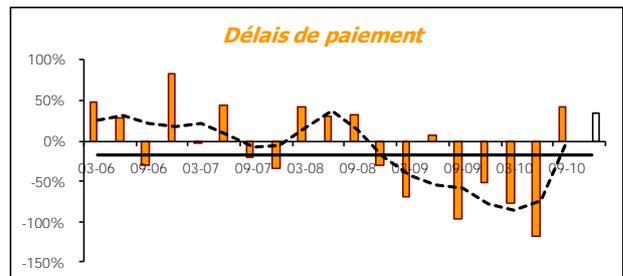
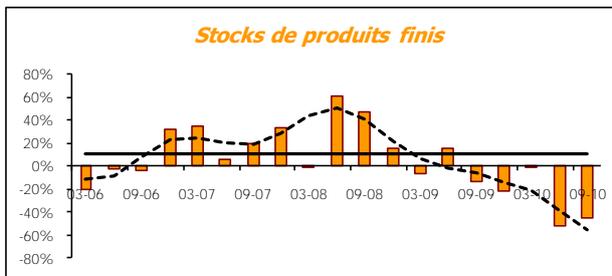
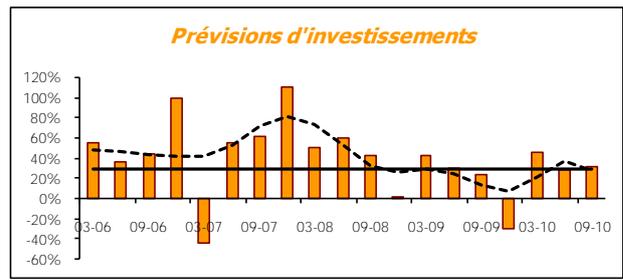
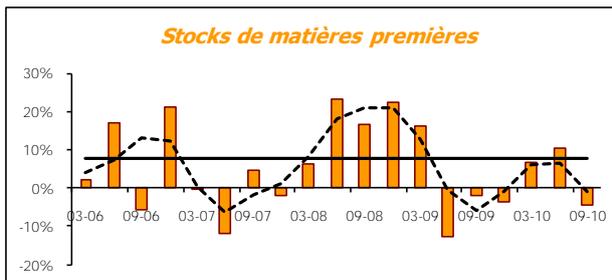
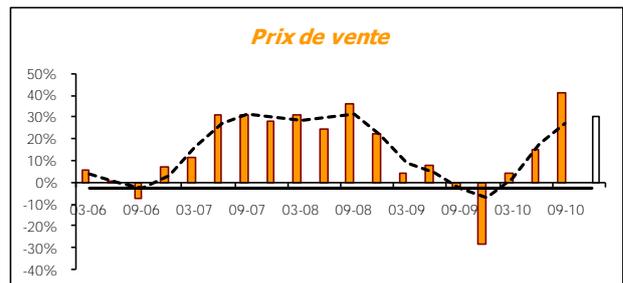
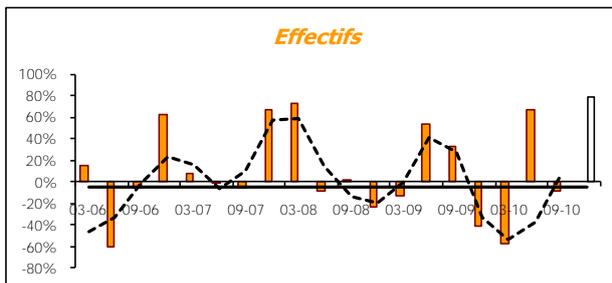
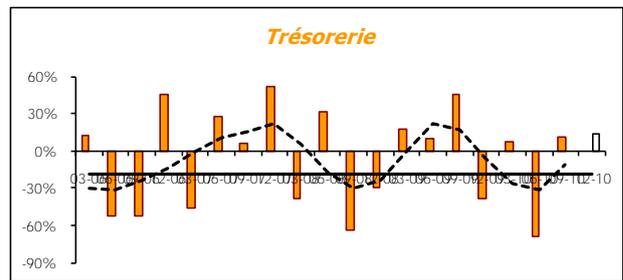
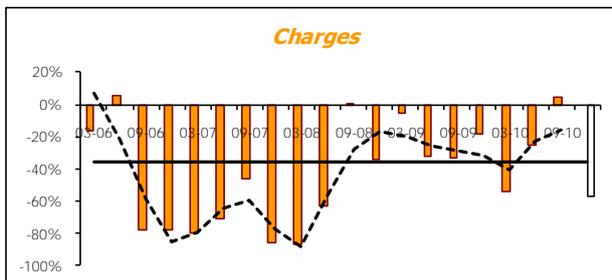
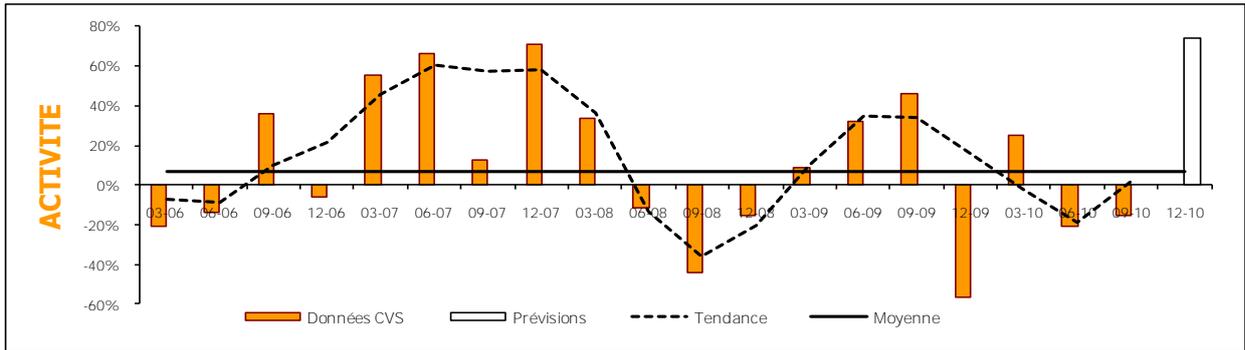
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010⁶



⁶ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 7 entreprises de l'industrie agroalimentaire (203 salariés).

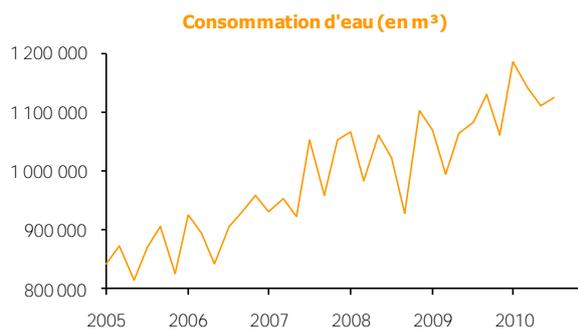
AUTRES INDUSTRIES

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010⁷

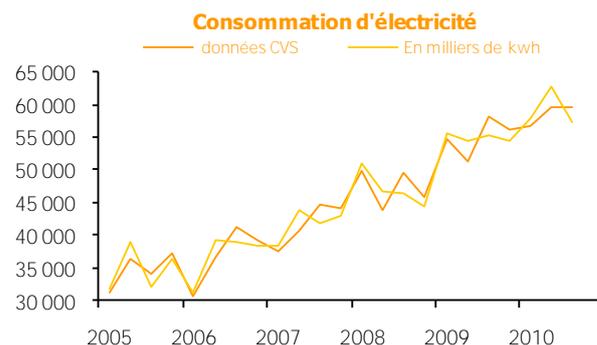


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 5 entreprises du secteur de l'industrie (225 salariés).

La consommation énergétique

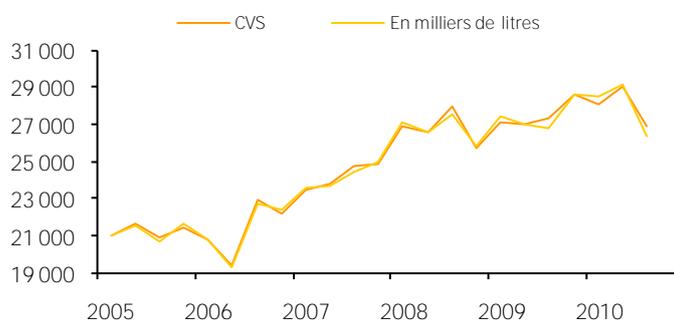


Source: Sogea



Source: Electricité de Mayotte

Consommation de carburant



Source: Total Mayotte

Evolution de la consommation d'eau

EAU	4B05	4B06	4B07	4B08	4B09	5B09	6B09	1B09	2B10	3B10	4B10	4B10/3B10	4B10/4B09
Nombre d'abonnés	27 750	29 002	30 495	34 128	34 826	34 508	34 593	34 692	34 752	34 786	34 781	0,0%	-0,1%
Consommation d'eau (en m ³)	868 419	904 303	1 052 293	1 021 832	1 081 820	1 128 467	1 060 906	1 185 807	1 140 356	1 109 369	1 123 947	1,3%	3,9%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	868,4	904,3	1 052,3	1 021,8	1 081,8	1 128,5	1 060,9	1 185,8	1 140,4	1 109,4	1 123,9	1,3%	3,9%

*données bimestrielles. Source: SOGEA

Evolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Nombre d'abonnés	29 631	30 667	31 874	33 321	34 734	35 324	35 798	36 123	36 748	1,7%	5,8%
Consommation (milliers de kWh):	31 982	38 841	41 789	46 404	55 205	54 390	57 840	62 827	57 222	-8,9%	3,7%
Consommation (CVS)	34 114	41 368	44 637	49 562	58 254	56 170	56 603	59 714	59 632	-0,1%	2,4%

Source: Electricité de Mayotte

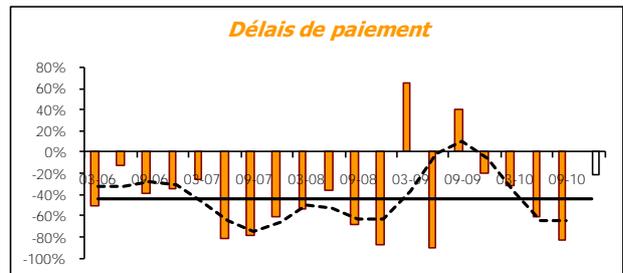
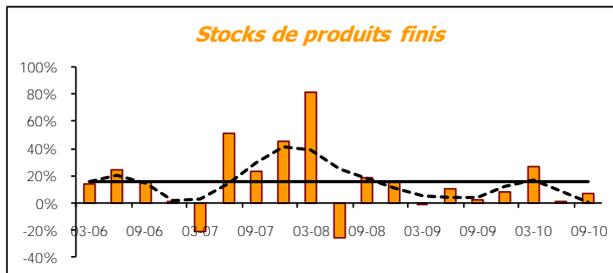
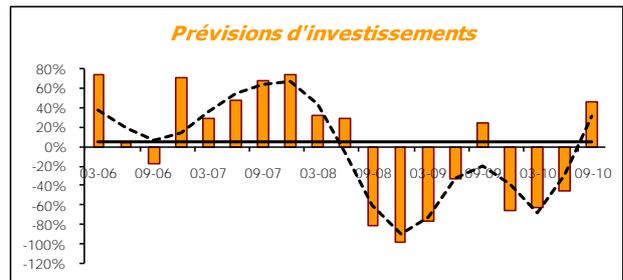
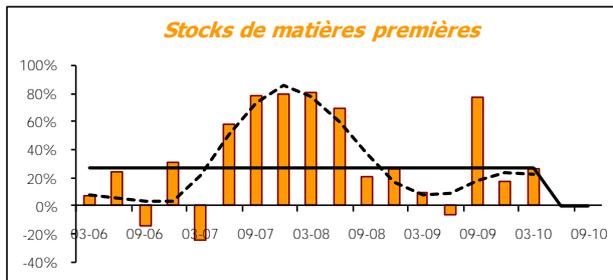
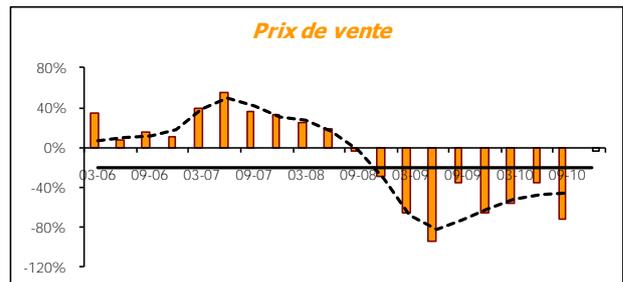
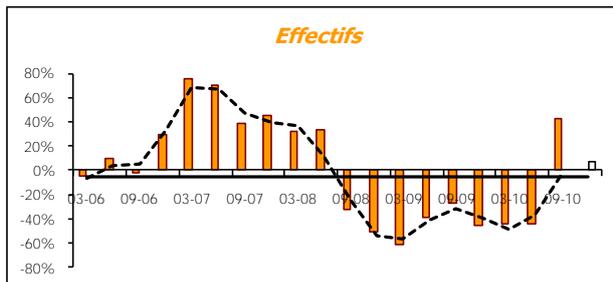
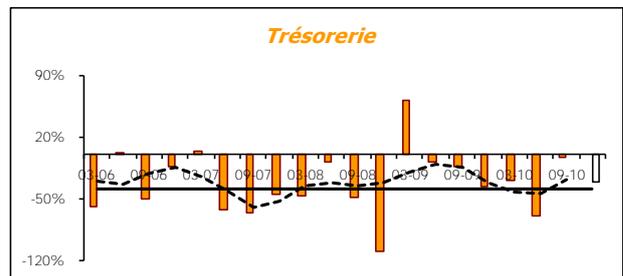
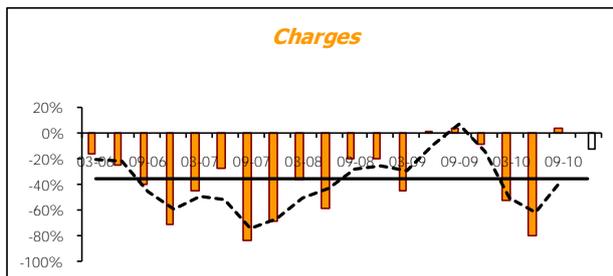
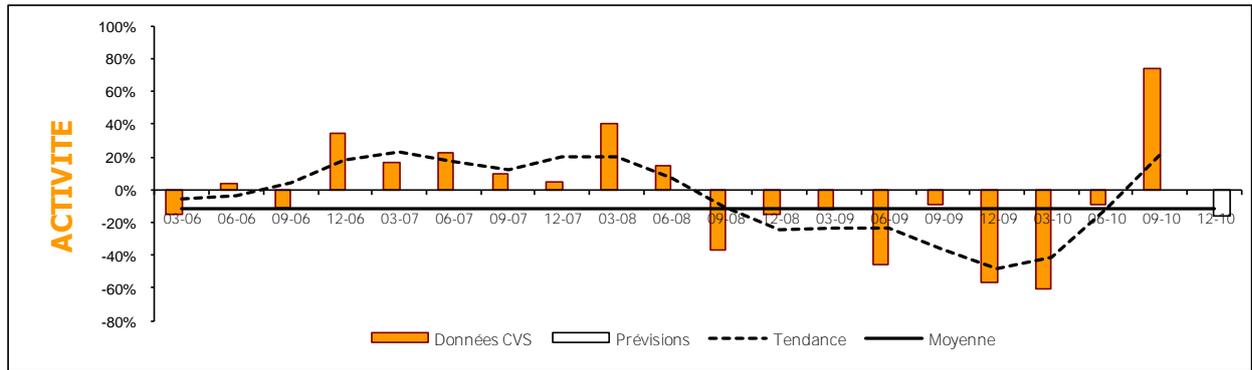
Evolution de la consommation de carburant

CARBURANT	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
En milliers de litres	20 747	22 723	24 453	27 498	26 845	28 632	28 493	29 157	26 356	-9,6%	-1,8%
CVS	20 949	22 983	24 793	27 990	27 368	28 578	28 051	29 075	26 945	-7,3%	-1,5%

Source: Total Mayotte

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

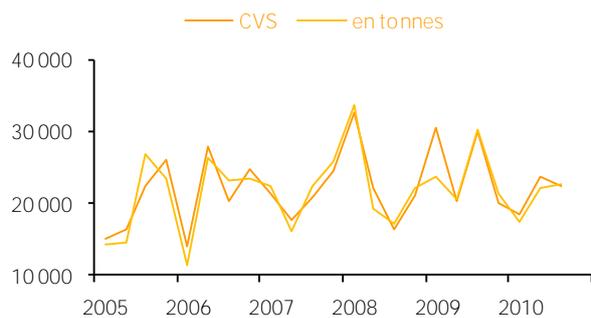
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010⁸



⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 8 entreprises du BTP (968 salariés).

Suivi de la conjoncture économique à Mayotte

Importations de ciment



Source: Direction Régionale des Douanes

Evolution de l'indice des prix du bâtiment (indice BTM01)



Source: FMBTP/Direction de l'Équipement

Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43%), des prix de différentes matières, du ciment (6%), du transport (3%), de l'énergie (3%) et de frais divers (15%)

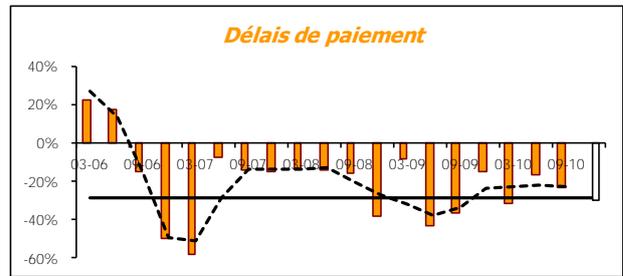
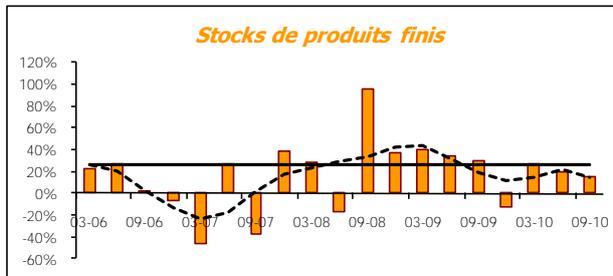
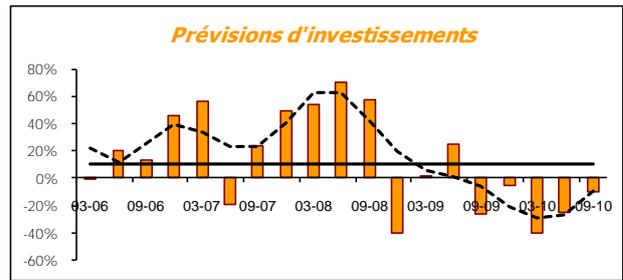
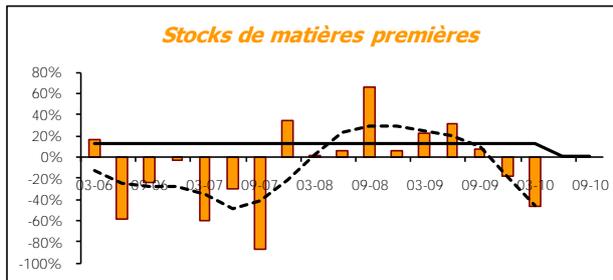
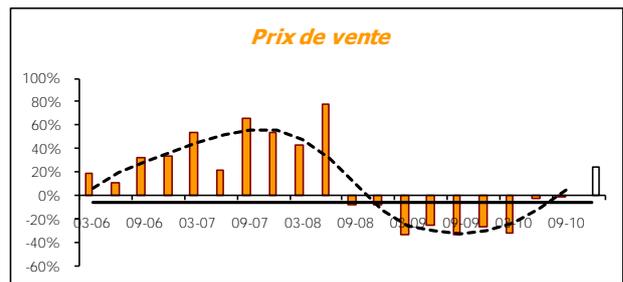
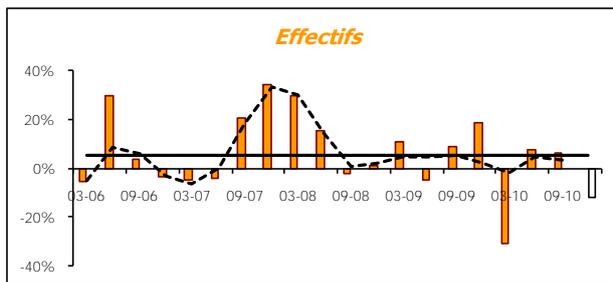
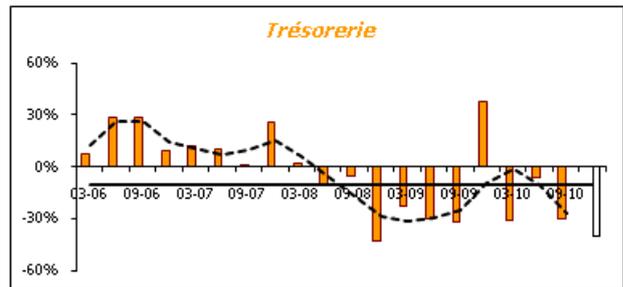
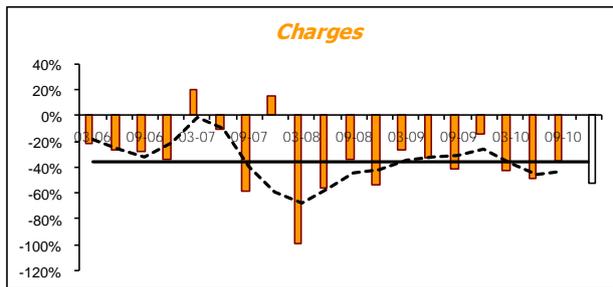
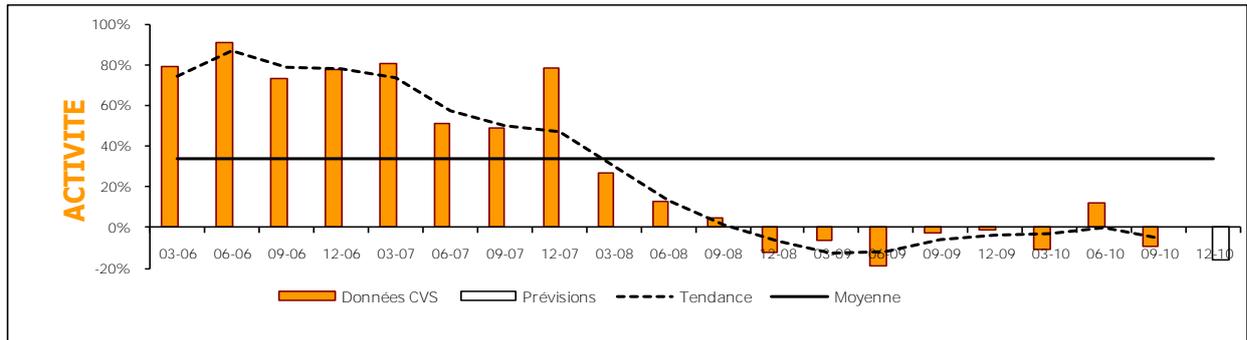
Imporations de ciment

CIMENT	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
En milliers d'euros	2 762	2 085	2 165	2 740	2 549	1 805	1 567	2 052	2 115	3%	-17%	5 734	-20%
En tonnes	26 798	23 110	22 362	17 113	30 232	21 338	17 331	22 071	22 484	2%	-26%	61 886	-17%
CVS	22 367	20 139	20 722	16 189	29 880	20 053	18 472	23 693	22 470	-5%	-25%	-	-

Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

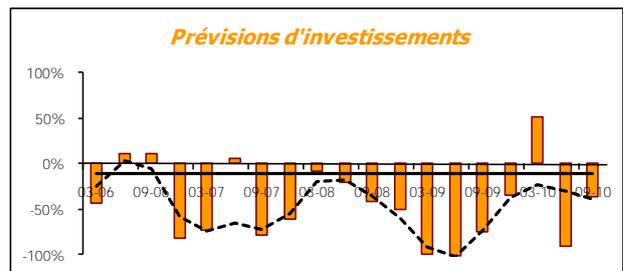
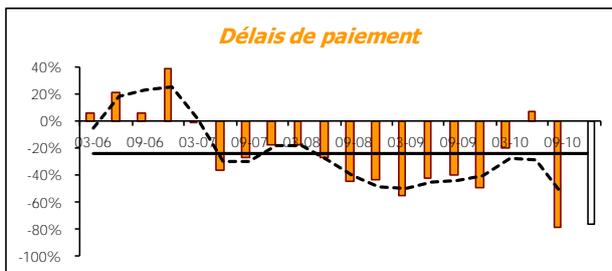
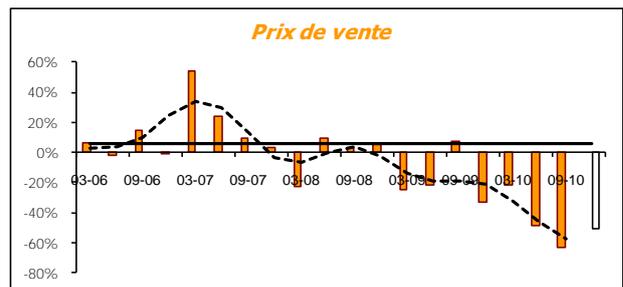
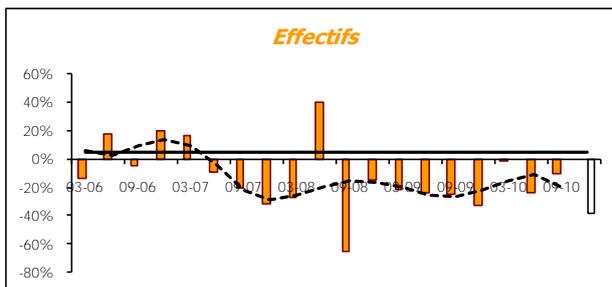
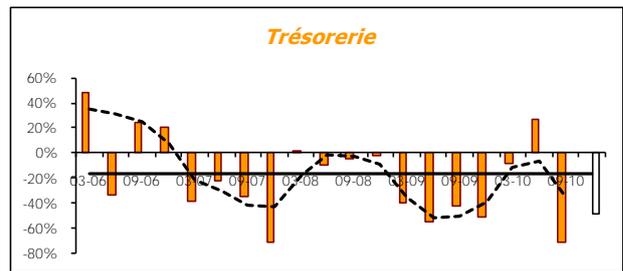
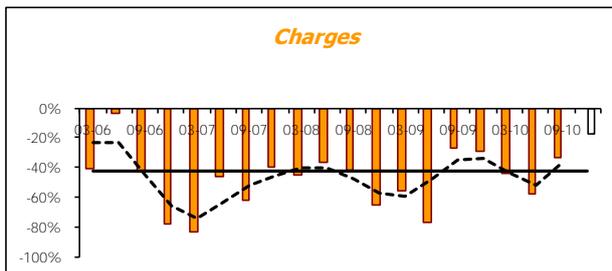
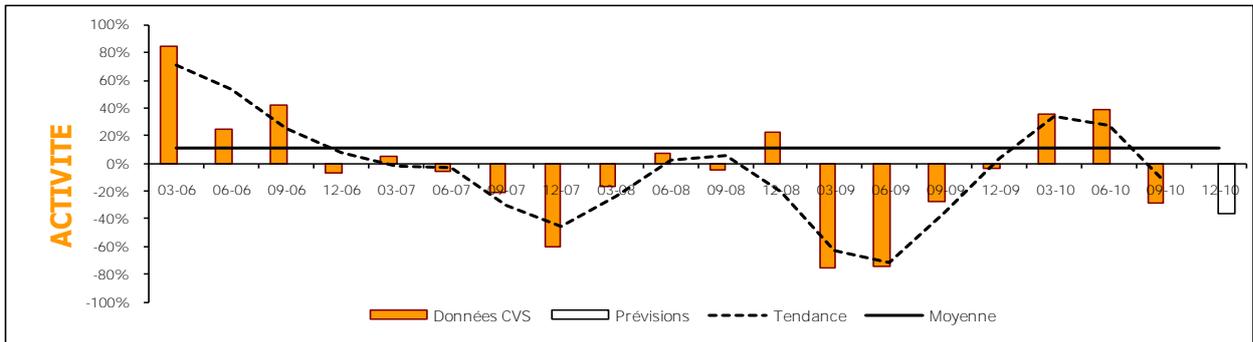
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁹



⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 22 chefs d'entreprises du commerce (1 180 salariés).

SERVICES MARCHANDS

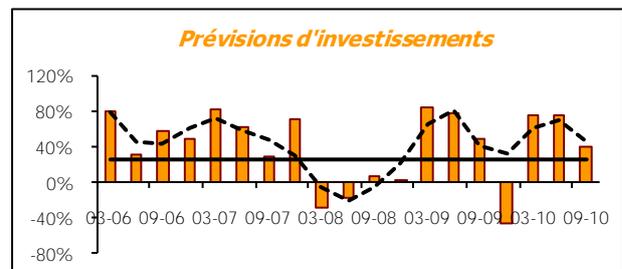
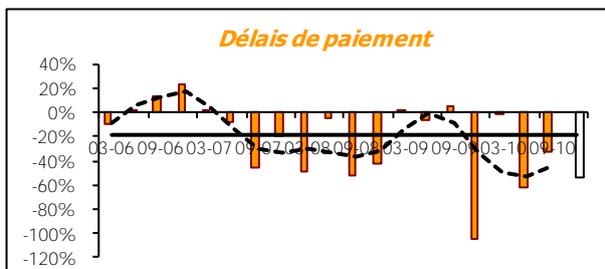
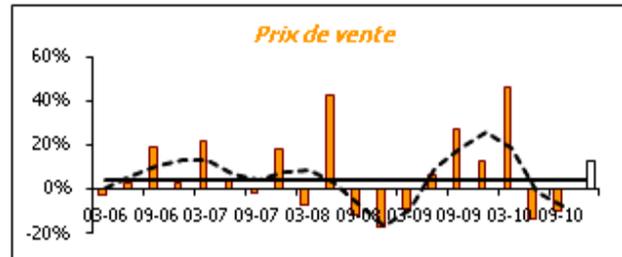
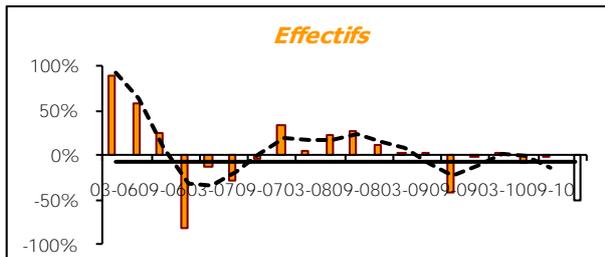
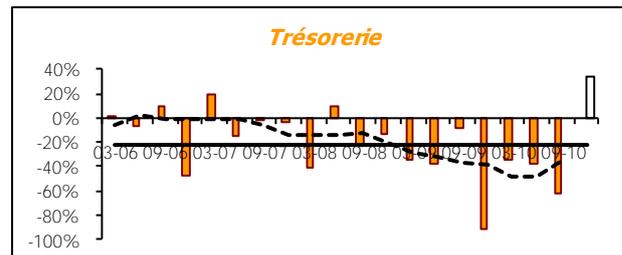
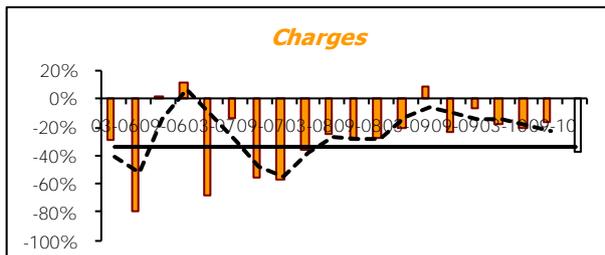
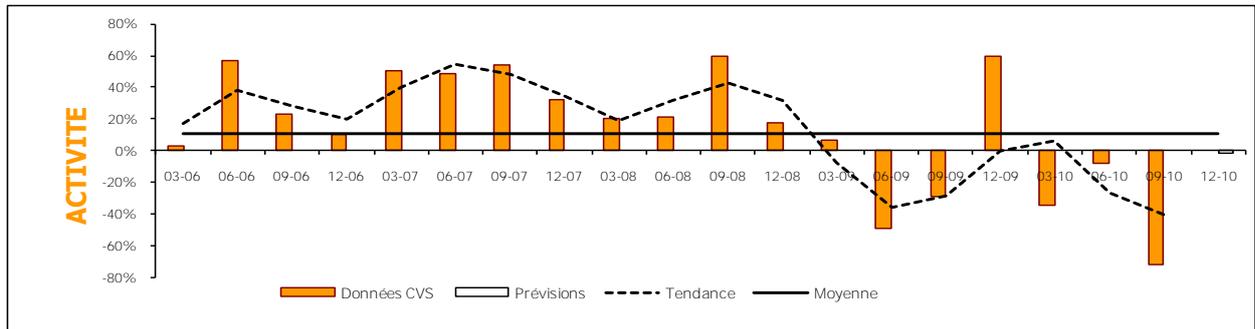
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010¹⁰



¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 16 dirigeants d'entreprises de services (899 salariés).

HÔTELLERIE - TOURISME

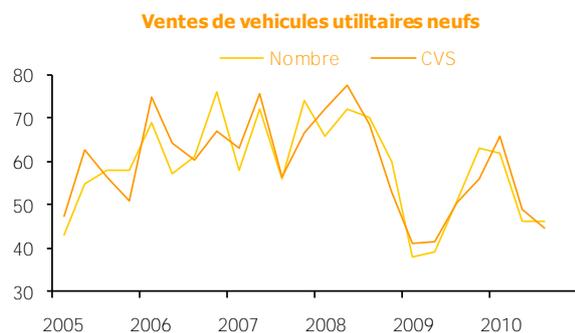
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 septembre 2010¹¹



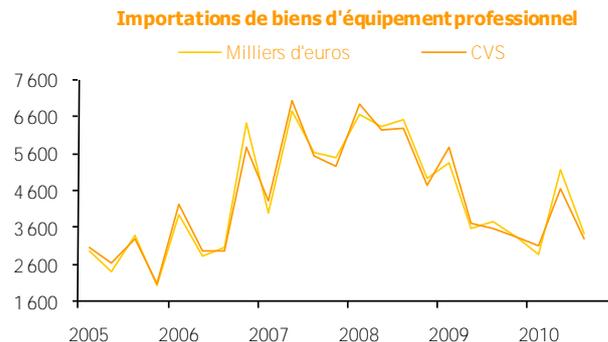
¹¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 3 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie (59 salariés).

3. Les entreprises

3.1 L'investissement des entreprises



Source: Sorefi



Source: Direction Régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus

	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Nombre	58	61	56	70	51	63	62	46	46	0,0%	-9,8%
CVS	57	60	56	68	50	56	66	49	45	-9,0%	-11,7%

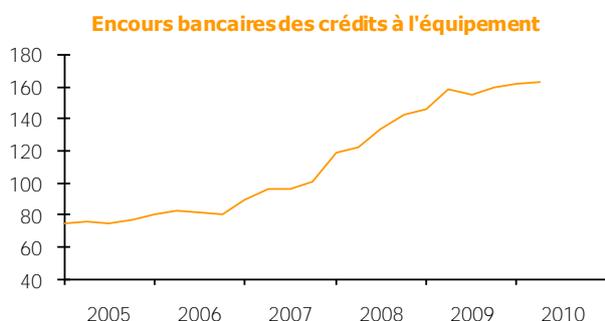
Source :Sorefi

Importations de biens d'équipement professionnel

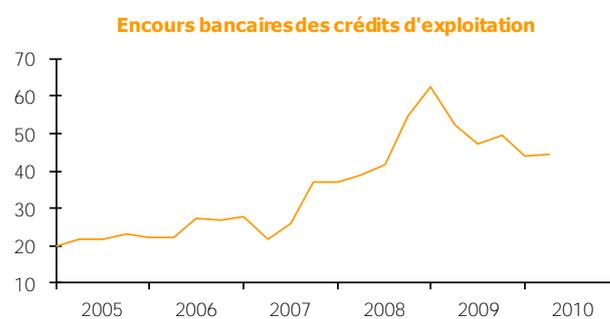
	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
En milliers d'euros	3 389	3 066	5 646	6 513	3 734	3 316	2 882	5 160	3 423	-33,7%	-8,3%
CVS	3 292	2 942	5 546	6 302	3 561	3 353	3 096	4 641	3 291	-29,1%	-7,6%

Source: Direction régionale des Douanes

3.2 Le financement des entreprises



Source: IEDOM Mayotte



Source: IEDOM Mayotte

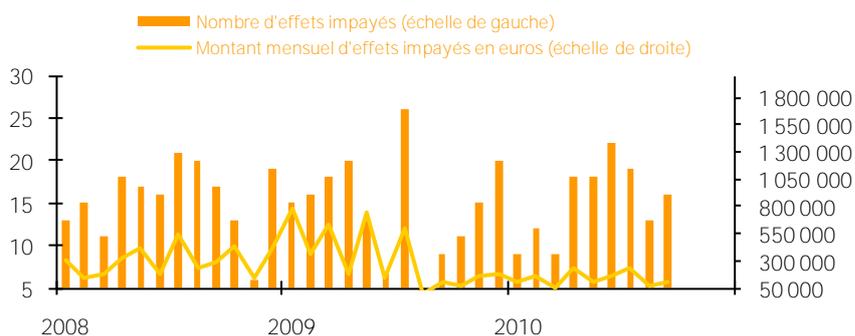
Encours des crédits à l'équipement et des crédits d'exploitation (Etablissements de crédit locaux et non locaux)

en millions d'euros	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
crédits à l'équipement	75,5	82,1	95,7	122,5	158,3	154,7	160,0	161,7	163,1	0,9%	3,0%
crédits d'exploitation	21,5	22,3	21,7	38,9	52,3	47,2	49,4	44,1	44,2	0,4%	-15,4%

Source: IEDOM

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets



Source : IEDOM Mayotte

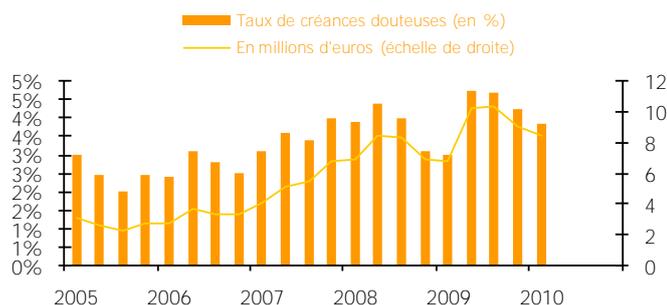
Incidents de paiement sur effets

	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Montant, en milliers d'euros	448,5	371,2	1061,2	n.d	405,1	298,1	499,7	411,4	-17,7%	n.d
dont contestations de créances	162,0	124,9	167,8	32,6	20,0	50,8	36,0	138,3	284,5% *	324,2%
dont incapacités de paiement	286,5	246,3	893,4	676,6	385,1	247,3	465,0	286,1	-38,5%	-57,7%
Nombre	29	37	58	n.d	46	30	58	48	-17,2%	n.d

Source : IEDOM

*Ce taux s'explique par la surenvenue d'une contestation de créance de 100 000 euros sur une opération de fabrication de produits métalliques (hors machines)

Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux (ratio créances douteuses / total des crédits)



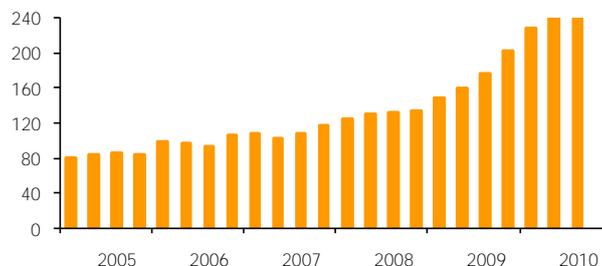
Source : IEDOM

Créances douteuses nettes des entreprises, contractées auprès des établissements de crédit installés localement

	mars-05	mars-06	juil.-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
en millions d'euros	3,1	2,8	4,0	6,0	6,8	10,3	10,3	9,1	8,4	-7,0%	24,1%
Taux de créances douteuses	3,0%	2,4%	3,1%	3,9%	3,0%	4,7%	4,7%	4,2%	3,9%	-0,3 pt	-0,9 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

Personnes morales en interdiction bancaire

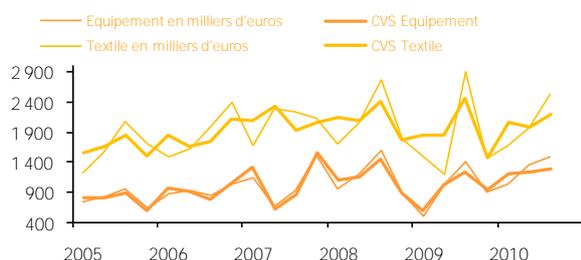
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept-10/juin-10	sept-10/sept-09
Personnes morales	86	93	108	132	176	203	228	253	239	-5,5%	35,8%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

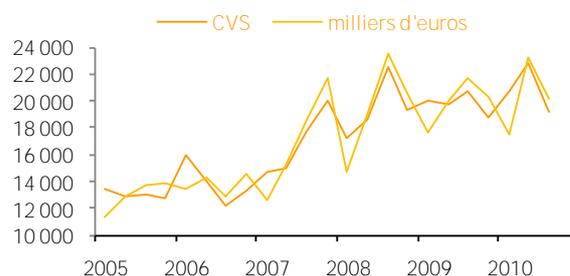
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles



Source: Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires



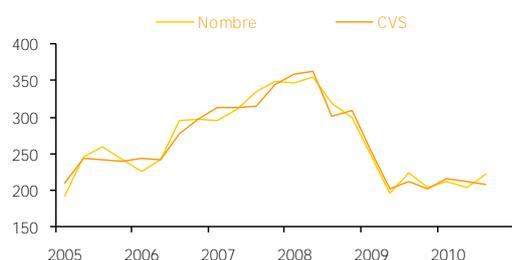
Source: Direction Régionales des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

(en milliers d'euros)	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Produits alimentaires	13 737	12 812	18 657	23 480	21 642	20 291	17 569	23 221	20 112	-13,4%	-7,1%
CVS	12 984	12 197	17 835	22 515	20 753	18 815	20 683	22 881	19 251	-15,9%	-7,2%
Vêtements et produits textiles	2 078	1 991	2 241	2 777	2 901	1 464	1 673	1 958	2 531	29,3%	-12,8%
CVS	1 850	1 754	1 920	2 401	2 469	1 485	2 062	1 990	2 186	9,8%	-11,4%
Biens d'équipement ménager	952	860	938	1 596	1 406	914	1 046	1 359	1 502	10,6%	6,9%
CVS	891	790	858	1 454	1 248	932	1 223	1 246	1 297	4,1%	4,0%

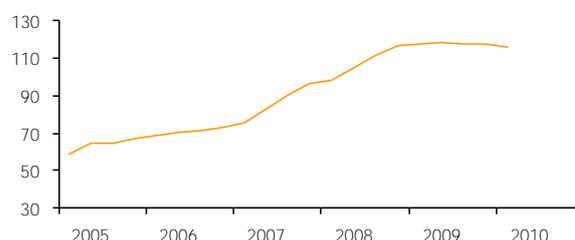
Source: Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme



Source: Sorefi

Encours des crédits à la consommation des ménages (établissement locaux et non locaux)



Source: IEDOM Mayotte

Nombre de véhicules de tourisme vendus

	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Nombre	259	296	334	318	224	203	211	204	221	8,3%	-1,3%
CVS	242	271	314	301	211	201	216	213	208	-2,0%	-1,4%

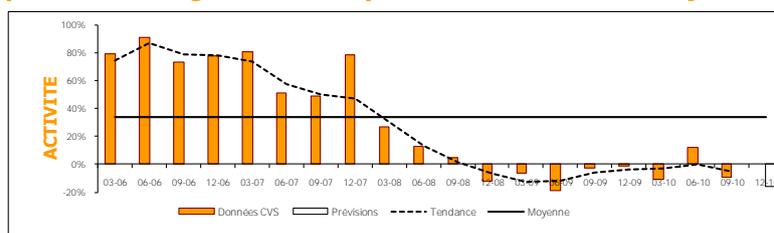
Source: Sorefi

Encours des crédits à la consommation des ménages (établissements de crédit locaux et non locaux)

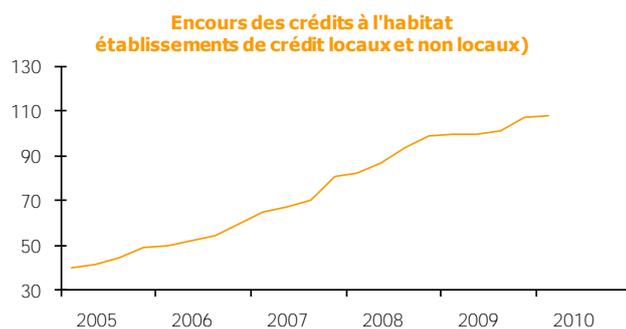
En millions d'euros	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
Crédits à la consommation	58,6	68,5	75,9	98,5	117,9	118,2	117,7	117,6	116,2	-1,2%	-1,4%

Source: IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 30 juin 2010



4.2 L'investissement immobilier des ménages



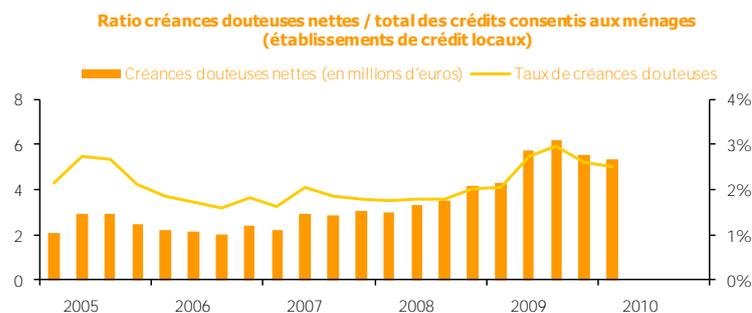
Source : IEDOM Mayotte

Encours des crédits à l'habitat (établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	mars-05	mars-06	juil.-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
Crédits à l'habitat	39,9	50,0	64,6	82,5	99,3	99,9	100,8	107,1	108,2	1,0%	8,9%

Source : IEDOM Mayotte

4.3 La vulnérabilité financière des ménages

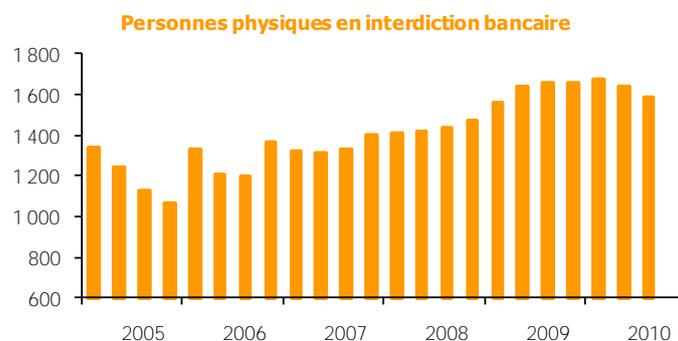


Source : IEDOM

Créances douteuses nettes (établissements de crédit locaux)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
En millions d'euros	2,1	2,2	2,7	3,3	4,3	5,7	6,2	5,5	5,4	-2,5%	26,8%
Taux de créances douteuses	2,1%	1,8%	1,9%	1,8%	2,1%	2,8%	2,9%	2,6%	2,5%	-0,1 pt	0,4 pt

Source : IEDOM Mayotte



Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

Personnes physiques en interdiction bancaire

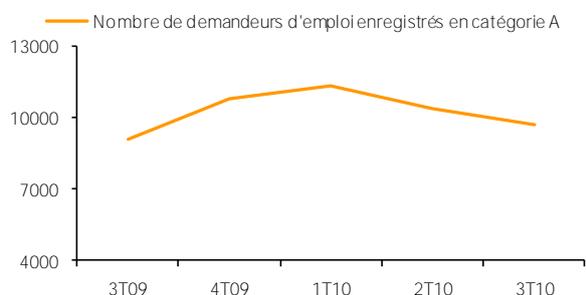
	sept.-05	sept.-06	sept.-07	sept.-08	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	sept-10/juin-10	sept-10/sept-09
Personnes physiques	1 132	1 195	1 332	1 438	1 659	1 657	1 674	1 638	1 588	-3,1%	-4,3%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

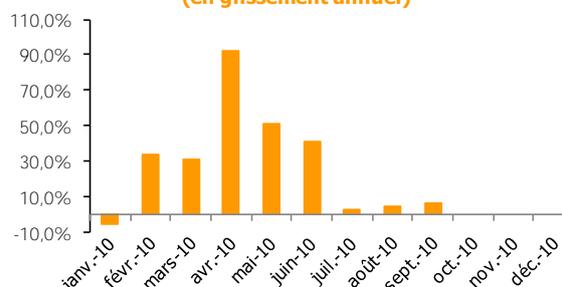
5.1 Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois - Catégorie A-



Source: Pôle Emploi Mayotte

Demandeurs d'emploi en fin de mois - Catégorie A - (en glissement annuel)



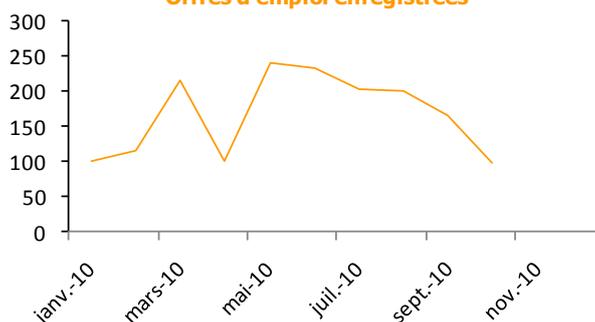
Source: Pôle Emploi Mayotte

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois

	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	9102	10780	11299	10401	9714	- 6,6%	+ 6,7%
Total DEFM	10627	12585	13433	12848	11429	- 11,0%	+ 7,5%

Source: Pôle Emploi Mayotte

Offres d'emploi enregistrées



Source: Pôle Emploi Mayotte

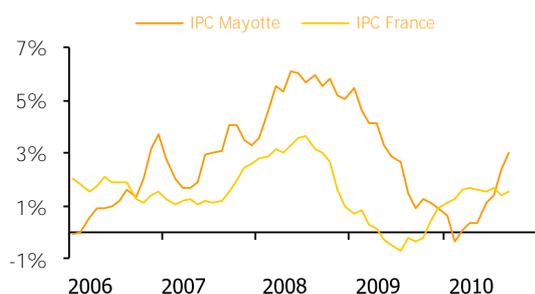
Offres d'emploi enregistrées

	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Offres d'emploi enregistrées	n.d	n.d	434	576	571	- 0,9%	n.d

Source: Pôle Emploi Mayotte

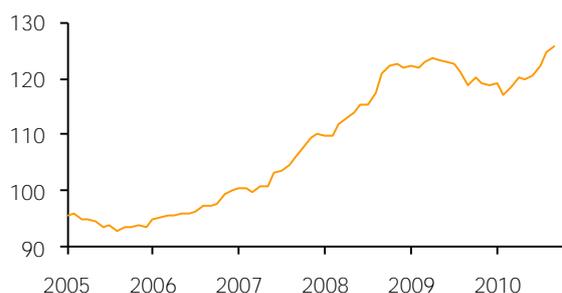
5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source: INSEE
Base 100: année 2006

Evolution de l'indice des prix "produits alimentaires et boissons"



Source: INSEE
Base 100 : décembre 2006

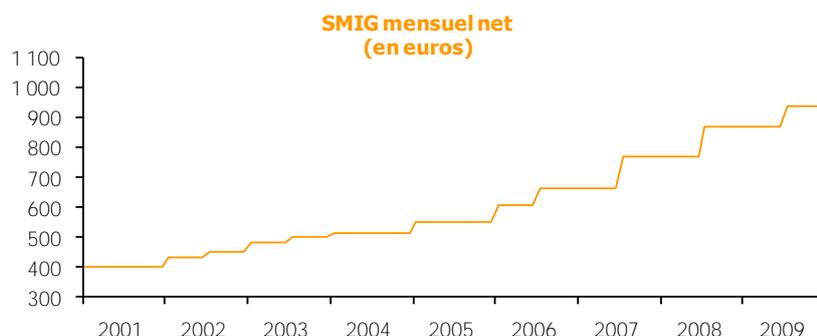
Suivi de la conjoncture économique à Mayotte

Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PREIX	Pondération*	sept-06	sept-07*	sept-08*	sept-09*	dec.-09*	mars-10*	juin-10*	sept.-10*	sept.-10/ juin.-10	sept-10/ sept-09
IPC (base 100 : décembre 2006)	10 000	98,1	102,1	107,7	108,7	109,5	108,8	110,4	112,0	1,4%	3,0%
Produits alimentaires et boissons	2 712	97,5	106,1	120,9	118,8	118,9	118,5	120,5	125,6	4,2%	5,7%
Produits manufacturés	3 177	98,6	99,2	100,5	102,0	102,0	100,5	101,2	101,6	0,4%	-0,4%
Services aux ménages	3 342	98,5	102,3	106,4	109,7	112,3	111,2	111,7	112,3	0,5%	2,4%

Source : INSEE Mayotte

* Depuis janvier 2007, l'INSEE-Mayotte utilise une nouvelle pondération des postes ainsi qu'un changement de base (base 100 : décembre 2006 au lieu de 1996). La nomenclature des postes a également été modifiée.



Source : DTEFP

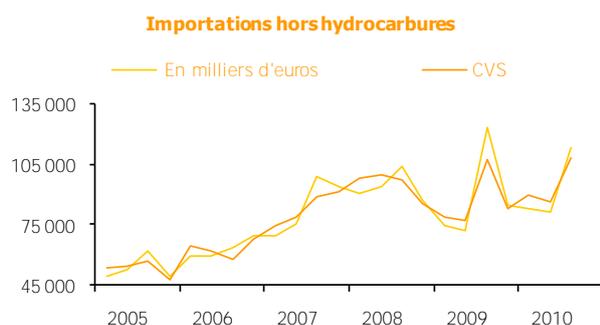
Sur la base de 169 heures travaillées par mois. Depuis 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5

Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

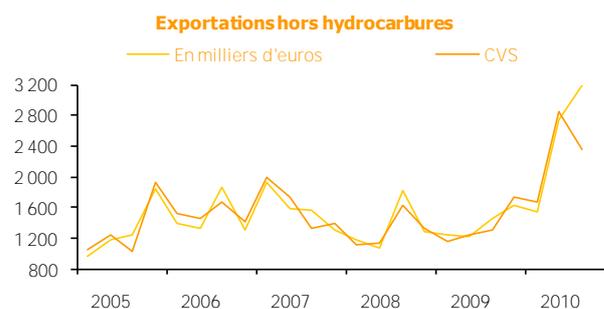
SALAIRES (€)	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10
SMIG horaire brut	3,48	4,18	4,89	5,49	5,93	5,93	5,93	5,93	6,33	6,7%
SMIG mensuel brut	588,12	706,42	826,41	927,81	1002,17	1002,17	1002,17	1002,17	1069,77	6,7%
SMIG mensuel net	552,83	660,50	772,69	867,50	937,03	937,03	937,03	937,03	1000,23	6,7%

Source : DTEFP

5.3 Commerce extérieur



Source : Direction Régionale des Douanes



Source : Direction Régionale des Douanes

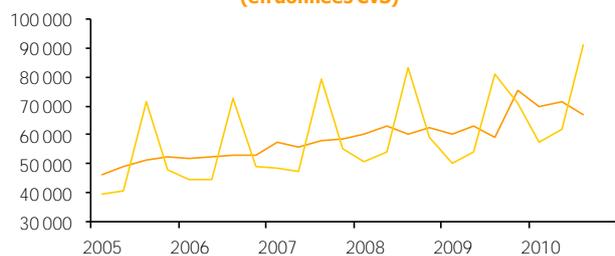
Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Exportations	1 235	1 857	1 555	1 813	1 463	1 621	1 542	2 742	3 198	16,6%	118,6%
CVS	1 030	1 670	1 333	1 633	1 302	1 744	1 666	2 856	2 360	-17,4%	81,3%
Importations	61 599	63 320	98 914	103 864	123 489	84 467	83 198	81 062	112 914	39,3%	-8,6%
CVS	57 257	58 031	88 909	97 411	107 248	82 565	89 444	86 708	108 313	24,9%	1,0%
Taux de couverture	2,0%	2,9%	1,6%	1,7%	1,2%	1,9%	1,9%	3,4%	2,8%	-0,6 point	+1,6 point

Source : Direction régionale des Douanes

5.4 Les transports¹²

**Passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi
-entrée et sorties, hors transit-
(en données CVS)**



Source : Direction de l'Aviation Civile de Mayotte

**Passagers enregistrés au port de Dzaoudzi
(entrées et sorties)**



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Evolution du trafic aérien

TRAFIC AERIEN	3T05	3T06	3T07	3T08	3T09	4T09	1T10	2T10	3T10	3T10/2T10	3T10/3T09
Mouvements de vols	973	1 015	1 204	1 297	1 411	1 320	1 166	1 455	1 734	19,2%	22,9%
Nombre de passagers (hors transit)	71 394	72 824	79 439	83 213	80 968	70 803	57 715	62 024	91 171	47,0%	12,6%
CVS	51 549	53 022	57 807	60 009	58 894	75 538	69 738	71 348	67 223	-5,8%	14,1%
Fret commercial (en tonnes)	277	374	433	380	407	371	355	302	332	9,9%	-18,3%
Poste (en tonnes)	79	94	116	213	204	235	159	104	144	38,3%	-29,5%

Source : Direction de l'Aviation Civile

¹²Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction du bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (mars 2010)
- L'habitat dans les outre-mer français (février 2010)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°82 Panorama de Saint-Barthélemy (octobre 2010)
- N°81 Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon (octobre 2010)
- N°80 Panorama de la Guadeloupe (septembre 2010)
- N°79 Panorama de la Martinique (août 2010)
- N°78 Panorama de Mayotte en 2009 (juillet 2010)
- N°74 La conjoncture à Mayotte en 2009 (avril 2010)
- N°66 L'habitat à Mayotte (février 2010)
- N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (janvier 2010)
- N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (décembre 2009)
- N°63 L'habitat à La Réunion (novembre 2009)
- N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)
- N°61 Réduction de la commande publique à La Réunion en 2009 (juin 2009)
- N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)
- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (avril 2009)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (avril 2009)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (mars 2009)
- N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (mars 2009)
- N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (mars 2009)
- N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (mars 2009)
- N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (mars 2009)
- N°52 La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 Le tourisme à La Réunion (janvier 2008)
- N°48 Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Etudes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture - B.P. 500 - 97600 Mamoudzou - Tél. : 02 69 61 05 05 - Fax : 02 69 61 05 02 - Mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la Division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 01 53 44 41 55. Téléchargements gratuits sur le site Internet www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) assure :

❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000 modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :

- mise en circulation et gestion des billets de banque,
- relais des autorités bancaires européennes et nationales,
- tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
- mobilisation des créances privées non négociables,
- information sur les entreprises.

❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :

- mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
- gestion des comptes du Trésor public,
- surendettement et information du public,
- observatoire économique et financier,
- médiateur départemental du crédit.

❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :

- **gestion d'informations sur les entreprises** et cotation de celles-ci,
- centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, **des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,**
- **gestion des systèmes d'échanges** de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique et financier permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également chaque année une monographie présentant le bilan économique et financier de chaque collectivité. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'IEDOM apporte ses services - dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon - à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX

Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 8 décembre 2010

Dépôt légal : décembre 2010 – N° ISSN 1240 - 280 X